

■ L'ENQUÊTE

ROUBAIX par Benjamin Mathieu

Des "Verts" tendance isl

À travers des associations subventionnées par la majorité municipale, les Verts jouent la carte de l'enfermement identitaire. Roubaix est-elle le laboratoire de l'islam politique ?

**QUANT LE VERT
DE L'ISLAM ET LE VERT
DES ÉCOLOS SE CONFOND**

Ci-contre, les "écologues", Siham Andalouci et Ali Rahni, proches de Tarik Ramadan. Au-dessus, Vincent Boutry, co-fondateur de l'UPC. À sa droite, la présidente locale des verts, Majoulin Sbai.





ROUBAIX LABORATOIRE DE L'ISLAM POLITIQUE ?

Les associations subventionnées par la municipalité remplissent-elles leurs obligations statutaires ?
À droite, l'église Saint-Martin.

am

Le vert de l'écologie et celui de l'islam sont-ils en train de s'assortir ? L'argent public doit-il servir à financer le prosélytisme religieux ? Dans les rues de Roubaix, la controverse enflé, le mécontentement s'accroît. En cause : l'appui que prendraient une partie des Verts de la ville sur le communautarisme religieux et le ressentiment anticolonial pour consolider leur base électorale à travers certaines associations subventionnées. Roubaix est-elle en train de servir de laboratoire expérimental à un islam politique ? À gauche comme à droite, beaucoup s'interrogent. Le courrier des lecteurs du quotidien local, *Nord Éclair*, est devenu le théâtre d'échanges passionnés tandis que le conseil municipal évoque régulièrement le sujet. Quant à la majorité de gauche, elle multiplie les réunions internes pour savoir si certaines de ces associations remplissent réellement leurs obligations statutaires.

Au cœur de la polémique : Rencontre et Dialogue, une association pilotée par deux membres des Verts de Roubaix, et lancée voici une dizaine d'années pour établir des passerelles entre musulmans et chrétiens. Aujourd'hui, Rencontre et Dialogue ne prêche plus que pour une seule paroisse, comme peuvent le constater ceux qui assistent aux conférences que cette association organise régulièrement.

Ainsi, en novembre 2004, l'une de ces conférences a provoqué de vives réactions à l'annonce de la venue d'Hassan Iquioussen, le prêcheur vedette de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), quelques jours après des révélations parues dans la presse (le



Figaro du 28 octobre 2004) sur le contenu antisémite d'une cassette. On peut y entendre Hassan Iquioussen accuser notamment les juifs d'avoir été "en connivence avec Hitler"! La mairie PS avait alors demandé en catastrophe d'annuler la réunion.

Beaucoup de rencontres et peu de dialogues

Quelques jours plus tard, les deux dirigeants "écologistes", Ali Rahni et Siham Andalouci, déclaraient vouloir « continuer à soutenir et à inviter Hassan Iquioussen », ainsi qu'un certain Tariq Ramadan. Rien de surprenant. Le prédicateur suisse a en effet les faveurs de l'association et fait salle comble dans des locaux prêtés gracieusement par la mairie. Et pour cause : les deux membres

des Verts de Roubaix sont respectivement porte-parole national et membre du bureau national du Collectif des Musulmans de France, une association proche de Tariq Ramadan.

Ensemble, selon des détracteurs, l'association Rencontre et Dialogue proposerait beaucoup de rencontres mais peu de dialogue. Sur le site islamique *www.oumma.com*, Ali Rahni explique : « *Tariq est notre référence intellectuelle majeure. Ceux qui pensent qu'il est ou qu'il pourrait devenir gênant pour nous, n'ont pas leur place parmi nous.* » On ne peut être plus clair. Une autre association, pilotée par les Verts de Roubaix, est également très décriée : l'Université populaire et citoyenne de Roubaix. Se présentant comme un lieu de débat, l'UPC, qui compte parmi ses salariés la présidente du groupe local des Verts, Majoulin Sbai,



ÉCOLOGISTES ET ISLAMISTES : LES LIAISONS DANGEREUSES ROUBAISIENNES

À gauche, le prêcheur vedette de l'UOIF, Hassan Isquioussen. Photo de droite, Tarik Ramadan au côté de Ali Rani. Ci-dessous, manifestation contre un spectacle d'Enrico Macias, à Roubaix.

multiplie les conférences mais pas les "débats". Disposant d'une subvention importante (122 000 euros pour seulement huit conférences en 2005), la quasi-totalité des initiateurs de l'appel des Indigènes de la République (organisation communautariste dénonçant le passé colonial de la France) se sont succédé, l'an dernier, au cours de prises de parole retransmises sur les ondes de la radio locale Pastel FM, dont le président fondateur n'est autre que Slimane Tir, le chef de file des Verts de Roubaix.

Une université avec des professeurs enseignant une discipline unique ? « Ce n'est pas notre grille de lecture, rétorque Vincent Boutry, membre des Verts et cofondateur de l'UPC. On essaie de tisser des liens, c'est le contraire d'une logique communautaire. »

La marge de manœuvre est étroite pour un PS local, certes majoritaire mais dont l'alliance avec son aile Verte s'avère indispensable.

Membre de la majorité municipale, Christian Maes, conseiller MRC (Mouvement républicain et citoyen) chargé de la vie associative, ne cache pas sa perplexité (lire entretien page 29) : « A Roubaix, les Verts sont plus marqués qu'ailleurs par une forte présence de population issue de l'immigration maghrébine, estime-t-il. Il est certain que cela peut être une clientèle pour développer leurs actions. Le problème est que de l'argent public est employé pour des associations qui ne servent pas l'intérêt général. »



Une brèche dans laquelle l'opposition s'engouffre en multipliant les interventions durant les conseils municipaux. Souvent en disant tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. « Sous couvert de dialogue, d'accès à la culture et de laïcité plurielle, le repli communautaire avance de façon rampante à Roubaix, dé-

plore Max-André Pick (UMP). Avec 10 % de l'électorat, la majorité socialiste est dépendante des Verts. Sans eux, la gauche ne peut pas gagner les élections. Slimane Tir, le leader écologiste, veut être le premier maire maghrébin de Roubaix. Mais comme il n'existe pas de vote communautariste à Roubaix, il s'arrange pour le créer ! »

En attendant, le maire socialiste de Roubaix, René Vandierendonck, tente de dédramatiser la situation : « J'ai regardé les programmes de Rencontre et Dialogue et je n'ai rien vu qui justifie qu'on ne puisse pas verser de subvention. »

Il n'empêche. Malgré les déclarations publiques, la majorité municipale multiplie les réunions en catimini. Dans les rangs du parti socialiste, certains tentent de calmer le jeu. Ainsi, pour Michel David (PS), directeur à la ville renouvelée et à la culture pour la mairie de Roubaix, qui a participé à la commission islam et laïcité, ces associations apporteraient une contribution à l'animation démocratique de la

ville : « Un rapprochement entre les Verts et ce courant de pensée ne veut pas dire fusion totale. À terme, la multiplication des points de vue fera apparaître les paroles excessives pour ce qu'elles sont. » Optimiste jusqu'au bout, il estime que Tariq Ramadan participerait à sa manière « à la construction sociale des jeunes musulmans » et s'appa-

Selon le socialiste Michel David, Tarik Ramadan participerait à sa manière à la construction sociale des jeunes musulmans et s'apparenterait plutôt à un démocrate-chrétien qu'à un intégriste.



retraiterait plutôt à un « démocrate-chrétien » qu'à un « intégriste djihadiste » : « Si on dit que le danger vient de l'islam, il est tactiquement envisageable d'isoler les djihadistes en dialoguant avec l'aile modérée représentée par Ramadan. C'est un pari pascalien, à l'image de ce que certains ont fait par le passé avec le communisme. »

Cette idéologie "d'ouverture" prônée par une partie de la majorité municipale entre en résonance avec les conclusions des nombreuses études sociologiques et invitations lancées par la Ville de Roubaix à l'équipe de Michel Wieviorka, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et directeur du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (Cadis).

La poussée islamiste s'est accrue depuis quinze ans

Au fil des ans, l'influence de ce chercheur n'a cessé de grandir auprès de certains hommes politiques et de travailleurs sociaux roubaisiens. Ce qui n'a pas empêché ce chantre de la "laïcité ouverte" de mettre en lumière les conséquences d'un certain repli communautaire à travers l'émergence d'un "antisémitisme sans juifs", notamment à Roubaix, dans un ouvrage intitulé *la Tentation antisémite. Haine des juifs dans la France d'aujourd'hui*.

Cet "antisémitisme sans juifs", Paul Marx, père de famille, l'a connu. Par deux fois, il a dû se rendre au commissariat de Roubaix après des agressions physiques ponctuées d'injures antisémites à l'encontre de ses fils. À ce jour, aucune suite n'a été donnée ni par l'Éducation nationale, ni par la police. « Mon fils s'est fait taper dessus une première fois à l'intérieur de son collège en se faisant traiter de sale juif, puis une deuxième fois à l'entrée de l'éta-

L'ENQUÊTE DES VERTS TENDANCE ISLAM

ENTRETIEN ■ **MESSAOUD BOURAS**

"Maintenant, je suis un cocu de la République!"

Dissident des Verts de Roubaix, issu d'une famille musulmane, Messaoud Bouras a dénoncé "l'islamogauchisme" ambiant. À 41 ans, il en paye encore les conséquences.

Vous avez dénoncé l'islamogauchisme régnant à Roubaix. Que s'est-il passé depuis ?

Je suis un cocu de la République ! Je n'imaginais pas que, trente ans après avoir suivi le conseil de mon professeur de philosophie de penser librement et de m'affranchir de la tutelle de ma communauté, je serai aujourd'hui victime de discriminations à l'embauche dans la fonction publique roubaisienne à cause de mes convictions qui ne sont pas "islamiquement correctes" ! Je ne pensais pas que la République ou plutôt ses élites actuelles allaient me qualifier d'islamophobe, comme ces juges qui ne m'ont pas accordé de droit de visite à mes enfants. J'ai été "sanctionné" parce que je reprochais à mon ex-épouse de vouloir m'imposer d'être musulman. Je ne vois plus mes enfants depuis plus de deux ans. Mon objectif est simplement de les protéger de l'islam.

Vous avez reçu des menaces pour avoir abandonné publiquement l'islam ?

Je suis menacé de mort. Des appels très explicites pour porter atteinte à mon intégrité physique sont notamment diffusés sur Internet avec la publication de mon adresse et de ma photo. Cela fait plus de trois ans que je m'époumone à saisir les autorités compétentes pour dénoncer cette situation. Mais mes plaintes sont classées sans suite. De plus, tous les sites sur lesquels je publie mes articles sur l'islam ont été victimes de harcèlement et de messages injurieux, voire de menaces. L'islamologue Anne-Marie Delcambre qui m'avait apporté son soutien a été injuriée et menacée par le même site Internet roubaisien qui appelle publiquement à des représailles contre moi.

Est-ce qu'un islam de France est possible ?

La question est désormais posée. Cette affaire de caricatures et de har-



cèlement judiciaire du Mrap et du CFCM (Conseil français du culte musulman) contre plusieurs journaux français me rappelle la campagne calomnieuse et le harcèlement dont a été victime, Louis Chagnon, professeur d'histoire, qui avait rappelé à ses élèves des tristes vérités historiques concernant le prophète Mahomet. Le Mrap avait harcelé et diffamé Louis Chagnon. Lors de ce procès contre le Mrap, des historiens cités par Louis Chagnon avaient expliqué, documents à l'appui, comment Mahomet avait fait exterminer des tribus juives parce qu'elles ne voulaient pas embrasser l'islam. Cela n'avait d'ailleurs nullement été contesté par les avocats du président du Mrap, Mouloud Aounit. Pourtant, Louis Chagnon n'a pas à ma connaissance été complètement réhabilité ni par la justice, ni surtout par l'Éducation nationale. Symboliquement, cela reflète pour moi une soumission aux pressions des islamistes.

Propos recueillis par Benjamin Mathieu



MARGE DE MANŒUVRE ÉTROITE POUR LE PS ALLIÉ DES VERTS

Ci-dessus, le maire de Roubaix, René Vandierendonck, accueillant le ministre de la ville, Jean-Louis Borloo, en 2003. À droite, l'une des cités de Roubaix où les islamistes sont très actifs.

blissement par des inconnus qui savaient également qu'il était juif, témoigne-t-il. Quelque temps plus tard, d'autres individus ont demandé à mon deuxième fils : "Ça va Sharon ?". Il n'y a pas de synagogue ici et nous ne sommes que trois ou quatre familles juives à Roubaix, et pourtant la mienne est repérée ! »

Autre exemple. Quelques jours après que la stèle en mémoire des harkis, récemment inaugurée sur le parvis du monument aux morts, eut été maculée de peinture rouge, début février, l'Université populaire et citoyenne de Roubaix diffusait une nouvelle fois la bonne parole des Indigènes de la République en axant, sans contradiction, les prises de paroles sur la volonté d'"extermination" de la France lors de la conquête de l'Algérie. « Si un État est jugé colonial, donc

illégitime, la lutte contre lui devient dès lors légitime. C'est le but recherché par les sympathisants de cet appel », analyse Messaoud Bouras (lire entretien page 27), dissident des Verts de Roubaix depuis 2002, aujourd'hui membre de l'Union des familles laïques (Ufal).

Considéré comme un hérétique après avoir choisi de combattre à visage découvert "les islamistes qui manipulent les musulmans en exploitant le ressentiment et la haine antioccidentale à des fins politiques", Messaoud Bouras n'est plus le bienvenu à Roubaix. Après une série d'agressions physiques et des menaces de mort, il est actuellement poursuivi devant la justice par l'association Rencontre et Dialogue pour s'être interrogé ouvertement dans la presse sur le caractère "négationniste" de ceux qui ne cachent pas leur sympathie pour Hassan Iquioussen.

« Ce que je revendique, explique Messaoud Bouras, c'est que des organisations subventionnées laissent s'exprimer des musulmans critiques. C'est en tant que père de famille que je m'inquiète de la montée de l'intégrisme à Roubaix. Penser sa vie et vivre sa pensée uniquement autour d'un texte

sacré conduit nos enfants à la schizophrénie et à une impasse dans un monde moderne. Du point de vue éducatif, je pense que cela peut handicaper leur insertion dans la République. »

Les musulmans critiques doivent se taire

La situation n'a cessé d'empirer depuis les années 1990, avec l'apparition du mouvement salafiste, courant extrémiste inspiré du wahhabisme saoudien et qui rayonne principalement dans les cités des banlieues parisiennes et lyonnaises, ainsi que dans des villes du nord de la France, comme à Roubaix. À cette époque, de nombreux prêcheurs salafistes ont élu domicile à Roubaix, où leur prosélytisme s'est exercé principalement vers les jeunes. « Ils – les salafistes – proposent aux jeunes de devenir des individus sans territoire afin d'être plus puissants et plus proches de Dieu, explique Dounia Bouzar, anthropologue, à l'époque éducatrice rattachée au tribunal de Lille et détachée à Roubaix. Heureusement, il existe une forte appartenance territoriale ici, à l'image de Marseille, qui empêche les jeunes

HISTOIRE

Le gang de Roubaix

► Alors que la France sortait à peine de la vague d'attentats de 1995, un groupe d'"islamo-braqueurs", vite baptisé le "gang de Roubaix", s'était illustré par une série de violentes attaques à main armée contre des supermarchés dans le nord de la France, entre janvier

et mars 1996. À leur tête : deux convertis à l'islam radical, Christophe Cazes et Lionel Dumont, alias Abou Hamza. Lors de l'attaque d'un fourgon au lance-roquettes, un automobiliste avait été tué et un convoyeur de fonds grièvement blessé. Le 28 mars 1996, juste avant

un sommet du G-7 à Lille, les "gangsters islamistes" avaient déposé une bombe dans une voiture devant le commissariat central. Le lendemain, les policiers du Raid avaient lancé l'assaut contre leur repaire ce qui avait donné lieu à un affrontement très violent à l'arme automatique. Plutôt que de se rendre, quatre d'entre eux avaient préféré mourir carbonisés dans la maison

en feu. Lionel Dumont avait réussi à s'enfuir vers la Bosnie où il s'était déjà battu dans une brigade internationale de l'islam radical, nommée "El Moudjahid". Après une cavale de plusieurs années, il fut arrêté à Munich, en 2004, puis jugé et condamné à trente ans de prison, en décembre dernier, par la cour d'assises de Douai. Franck Hériot



de suivre les discours fondamentalistes. Historiquement, l'intégration n'a pas posé de problème. Les immigrés se sont immédiatement reconnus dans l'aspect clanique de la culture ouvrière roubaisienne de l'époque. »

Pour autant, certains observateurs constatent que cette poussée islamiste, déjà palpable dans les années 1990, s'est encore accentuée. Dans un livre intitulé *le Paradoxe de Roubaix* publié en 1996 chez Plon, l'historien Philippe Aziz avait alerté l'opinion sur la montée de l'intégrisme. Dix ans plus tard, Kébir Jbil, ancien responsable du Mouvement des Maghrébins laïcs de France (MMLF), reconnaît que Philippe Aziz avait vu juste : « *Il annonçait la volonté des islamistes d'utiliser Roubaix comme laboratoire de l'islam politique en France. Déjà, à l'époque, ils ne cachaient pas leur volonté de s'implanter au sein des partis pour avoir des responsabilités électorales. Aujourd'hui, c'est ce qui est en train de se passer ! Si on ne fait rien, cela risque de générer des conflits locaux qui pourraient être envenimés par une succession de représailles. »*

Roubaix fait figure de maillon essentiel pour la communauté urbaine de Lille, présidée par l'ancien premier ministre socialiste Pierre Mauroy et briguée par Martine Aubry. Si l'actuelle majorité municipale roubaisienne perdait la ville, la droite remporterait la communauté urbaine. Et le risque est réel. La gauche avait déjà perdu les élections par deux fois avant de retrouver l'Hôtel de Ville, en 1998, par l'intermédiaire de René Vandierendonck, transfuge de l'UDF. Mais l'édile a pour cela été contraint de fusionner sa liste avec les Verts, qui avaient obtenu un tiers des voix de gauche. Un certain *statu quo* serait donc de mise contre l'ingérence du religieux dans la politique locale et contre l'enfermement identitaire. « *Pour le moment, nous marchons sur des œufs* », confie Christian Maes. Mais pour combien de temps ?

L'ENQUÊTE DES VERTS TENDANCE ISLAM

ENTRETIEN • CHRISTIAN MAES

"Combattre le repli communautaire"

Conseiller municipal MRC (Mouvement républicain et citoyen) de Roubaix, Christian Maes estime que la situation doit être rapidement clarifiée.

Que pensez-vous de l'UPC ?

En ce qui concerne l'Université populaire et citoyenne de Roubaix, je considère que certains soufflent sur les braises du communautarisme et que cela est directement lié aux Indigènes de la République. Au lieu d'avoir un regard critique et historique, ils ont un regard politique visant à détruire notre nation. Cela fait partie d'un grand jeu antirépublicain ! Les dégradations sur la stèle des harkis en sont l'une des conséquences. Et les harkis deviennent les victimes indirectes du débat sur le colonialisme. Il ne faut pas entretenir une situation qui peut conduire à la haine. Je reproche à l'UPC son manque d'ouverture.

Ces dégradations en février sur la nouvelle stèle des harkis dénote-t-elle un climat tendu à Roubaix ?

Cet épisode illustre le climat délétère qui existe actuellement dans ce pays autour de la question de la colonisation, sur la responsabilité de la France et sur la repentance. J'attribue cet acte à des éléments incontrôlés mais qui dépendent d'une minorité de personnes que je qualifierai d'antifrançaises. Cela ne fait qu'attiser le repli communautaire.

La municipalité doit-elle continuer à offrir gracieusement des salles à l'association Rencontre et Dialogue ?

Non. Je souhaite qu'elle signe une convention avec la Ville autour d'objectifs clairs. Lorsque l'on regarde le projet tel qu'il nous a été remis, on s'aperçoit qu'il ne répond pas au principe de laïcité. Je suis extrêmement vigilant sur l'aide que la ville doit apporter à des associations qui seraient porteuses d'un discours univoque. Aucun sujet n'est tabou, encore faut-il que les associations qui se veulent éducatives répondent à l'intérêt général, c'est-à-dire au pluralisme de la pensée.

La majorité municipale a-t-elle les mains liées ?

Il ne s'agit pas de trouver un consensus autour de cette question. Il y a un certain nombre de principes républicains qui doivent absolument être respectés. Il faut avoir le courage politique de dire un certain nombre de choses sur la base d'accords précis. Initialement, cela allait de soi dans l'accord que nous avons passé au sein de la majorité municipale, notamment avec les Verts. Il faut donc continuer à respecter cet accord. Nous devons prendre un peu de hauteur et avoir le courage de dénoncer certaines liaisons. Je pense que mes collègues verts auront du mal à gérer certaines relations nouées avec des associations militantes religieuses. Ce qui est leur droit dès lors qu'elles ne remettent pas en cause les principes d'objectivité républicaine que l'on se doit d'avoir. Les Verts font ce qu'ils veulent tant que cela ne se traduit pas par un double langage. Pour l'instant, la remise en question des principes n'a pas eu lieu.

Propos recueillis
par Benjamin Mathieu



► Pour le chévènementiste Christian Maes, membre de la majorité municipale, l'argent public ne doit pas être destiné à des associations qui ne servent pas l'intérêt général.